

CONTRE LE RACISME ET LA XENOPHOBIE, MOBILISONS-NOUS !

Communiqué du collectif Né-es ici ou venu-es d'ailleurs dont la CGT est membre, appel à mobilisation entre le 14 et le 21 mars partout en France

Quand les discours racistes prolifèrent jusque dans la bouche des représentants de la Nation,

Quand les pires préjugés s'expriment dans les institutions censées garantir l'accès aux droits,

Quand tant de personnes aujourd'hui, du fait de leur origine, de leur couleur de peau, de leur religion sont victimes de comportements racistes et xénophobes dans leur quotidien,

Quand de nombreux médias se font les porte-voix de la haine contre les étranger-e-s et leurs enfants, les musulman-e-s notamment, installant et construisant des discours de haine qui se banalisent dans la société

Quand des manifestations d'extrême-droite suintent la haine de l'Autre, avec des saluts nazis,

Quand le racisme et l'antisémitisme s'amplifient dans la société,

Quand le nombre d'actes racistes et antisémites augmente dans des proportions alarmantes,

Quand 1,2 million d'individus estiment avoir été victimes de racisme en 2022 mais que seulement 3% l'ont signalé,

Quand les discriminations à caractère raciste restent massives dans l'accès à l'emploi et au logement, dans les rapports avec les institutions, notamment la police et la justice,

Quand les crimes racistes se multiplient mais ne semblent plus susciter de mobilisations massives,

Quand des Juifs vivent dans l'inquiétude,

Quand des musulman-e-s se demandent si la haine qui les cible témoigne de l'impossibilité de notre pays de les accepter pleinement un jour, et que l'islamophobie s'exprime de manière toujours plus violente dans certains médias comme au sein de formations politiques,

Quand les restrictions drastiques des conditions d'accueil pour les demandeur-euse-s d'asile attentent à leurs droits et à leur dignité,

Quand les conditions de recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) ne garantissent plus pleinement le droit à un procès équitable,

Quand les refus de régularisation et de renouvellement de titres de séjour détruisent des vies, que les préfectures « fabriquent » des sans-papiers,

Quand les obligations de quitter le territoire français (OQTF) deviennent systématiques afin d'agiter des chiffres visant à créer un « problème étranger »,

Quand la remise en cause des allocations logement (APL) pour les étudiant-e-s étranger-e-s précarise de nombreux jeunes,

Quand des dizaines de milliers de personnes étrangères perdent tout ce qu'elles ont construit à cause de la loi immigration du 26 janvier 2024, de la circulaire Retailleau du 23 janvier 2025, et des autres lois xénophobes qui les ont précédées,

Nous avons, plus que jamais, le devoir et le besoin de retrouver le chemin de l'égalité et du refus des haines,

Nous ne voulons pas d'une société raciste. Ensemble, construisons la société dans laquelle nous voulons vivre, une société de solidarité, de justice, et de respect des libertés.

Les organisations du collectif Né-es ici ou venu-es d'ailleurs, actrices de la société civile, appellent en toute indépendance vis à vis des formations politiques à une large mobilisation de la société, dans toute sa diversité, pour les mobilisations autour de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale entre le 14 et le 21 mars, partout en France. Défendons le projet d'une société antiraciste, c'est-à-dire une société humaniste, solidaire et égalitaire.

Premiers signataires : Attac, CGT, Femmes Egalité, FSU, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Mémorial98, Mrap, Solidaires, SOS Racisme.

Montreuil, le 5 mars 2026